

croissance au cours des années 1990, même si son activité économique a ralenti en 1995 à la suite des turbulences des marchés financiers imputables à la crise mexicaine. La confiance dans l'économie s'est à nouveau manifestée après une longue période de déclin. Ayant sensiblement réduit ses tarifs douaniers et ses barrières non tarifaires, l'Argentine a vu une nette augmentation des importations. La continuation des politiques économiques et commerciales actuelles augure bien pour les sociétés canadiennes intéressées par ce marché.

Le commerce bilatéral entre l'Argentine et le Canada a fluctué au cours des dernières années. On a évalué les exportations de 1993 à 147 millions de dollars canadiens et les importations à 116 millions. Les entreprises canadiennes trouveront des possibilités d'exportation dans plusieurs domaines d'activités dont ceux des technologies et de l'équipement pour l'environnement et l'énergie, ceux des télécommunications, de la transformation des aliments, de l'équipement d'emballage, des aliments fins et des industries s'occupant d'infrastructures. Nova Corporation, une importante société canadienne de transport d'énergie et de pétrochimie, vient d'investir en Argentine. D'autres vont suivre.

De loin le plus important pays de la région, le **Brésil** mérite manifestement l'attention des exportateurs canadiens. On y trouve 35 pour 100 de la population d'Amérique latine et des Antilles, et une proportion comparable du PIB de la région. La nouvelle administration du président Fernando Cardoso s'est attaquée de façon dynamique à la réforme de l'économie brésilienne. On l'a ainsi vue s'attaquer énergiquement aux problèmes économiques graves que sont l'inflation, avec une moyenne supérieure à 100 pour 100 par année au cours des dernières années de la décennie 1980 et du début de la décennie 1990. L'utilisation d'une nouvelle devise combinée à une politique monétaire plus rigoureuse, et d'autres réformes, ont permis de réussir à réduire de façon très importante le taux d'inflation. Parallèlement, environ 35 entreprises étatisées, d'une valeur de plus de 6 milliards de dollars canadiens, ont été privatisées depuis le début de 1993 et le gouvernement central prévoit en vendre encore davantage. Même si le Brésil a été lent pour réformer son économie et a beaucoup à faire pour rattraper le Chili, l'Argentine et le Mexique, la volonté d'y apporter des réformes en fait un pays de plus en plus attrayant pour les exportations et les investissements des entreprises canadiennes.

En 1994, le Brésil était le 24<sup>e</sup> plus important exportateur du monde, vendant des marchandises évaluées à 44 milliards de dollars US à l'étranger. Il était également le 23<sup>e</sup> plus grand importateur du monde, avec des achats de l'ordre de 36 milliards de dollars US de produits étrangers au cours de cette année.

Le Brésil est déjà un important partenaire commercial pour le Canada. Les flux commerciaux bilatéraux dépassaient 1,5 milliard de dollars canadiens en 1993, ce qui revient à dire que le Brésil est le second plus important partenaire commercial du Canada dans cette région après le Mexique. Les flux d'exportation et d'importation s'équilibrent assez bien. Le Canada vend au Brésil une vaste gamme de produits agricoles et transformés. Il fournit environ 30 pour 100 des importations brésiennes de blé, ce qui fait de cette céréale le plus important produit d'exportation canadien vers ce pays. Au début de 1995, une mission commerciale gouvernement-entreprise du type «Équipe Canada» s'est rendue au Brésil et a amené la signature de plusieurs grandes ententes commerciales et d'investissement d'une valeur dépassant les 600 millions de dollars canadiens.